

CONSOMMATION ET FINANCE DANS LA CHINE RURALE

YASHENG HUANG *

LE REVIREMENT FINANCIER EN CHINE RURALE

L'une des évolutions clés des déséquilibres mondiaux actuels, tels qu'ils sont maintenant bien compris par de nombreux experts, est le contraste prononcé qui existe entre les propensions à consommation des pays en développement et celles des pays développés. Cet article s'attachera à l'un des pays en développement les plus importants - si ce n'est le plus important -, la Chine, et il se penchera sur certains des facteurs de fond qui peuvent expliquer la persistance et le déclin de sa consommation.

Cet article, en lui-même, ne cherche pas à résoudre le paradoxe de « la consommation-épargne » de la Chine, mais il apporte quelques pistes d'explication sur le fait que la consommation n'a pas réussi à décoller en Chine. Pour des raisons fondamentales, et également pour illustrer, je vais me concentrer sur la réalité de la consommation parmi les populations rurales de Chine, populations qui représentent encore 727 millions de personnes et 55 % de la population chinoise, même après trente ans de croissance économique rapide. C'est une tâche plus aisée que d'étudier l'ensemble de la population, puisqu'une source de données majeure de cet article - l'enquête sur les ménages chinois - a observé séparément les populations rurales et les populations urbaines. Il est ainsi plus facile d'examiner séparément les caractéristiques de consommation des populations rurales et celles

123

* Professeur d'économie politique et de management international, MIT Sloan School of Management, Cambridge (Massachusetts).

des populations urbaines. La raison de fond en est que la population rurale chinoise a davantage l'esprit d'entreprise que les citadins. Dans les années 1980 et 1990, elle a suscité la croissance miracle de ce qui est connu sous le nom de TVE (*township and village enterprises* - entreprises de canton et de village). Comme, en Chine, ainsi que dans les autres pays en développement, le système financier est fondamentalement orienté vers la production plutôt que vers la consommation, l'étude de la population rurale fournit un cadre plus approprié pour examiner le lien entre la consommation et la finance.

L'idée principale de cet article est que le déclin phénoménal de la consommation - par rapport au PIB - est lié à une évolution qui est quasiment inconnue en dehors de la Chine - le brusque revirement de la disponibilité des ressources financières des populations rurales depuis le milieu des années 1990. Les mécanismes particuliers qui relie la disponibilité des ressources financières à la consommation ne sont pas explorés ici, mais nous faisons néanmoins quelques conjectures. L'une de ces conjectures est que la réduction des ressources financières disponibles aux populations rurales de Chine a réduit la croissance des revenus. Nous avons à ce sujet une abondance de preuves sur le fait que la croissance des revenus des ménages ruraux chinois - là encore par rapport à la croissance du PIB - a été très lente. Les comportements de consommation s'étant ainsi ajustés proportionnellement à l'évolution des revenus, une faible croissance des revenus a engendré une faible croissance de la consommation.

Ce lien entre la consommation et la finance - dans le contexte de la Chine - a été identifié pour la première fois par deux économistes du FMI. Aziz et Cui (2007) ont montré que la montée du taux de l'épargne privé, souvent désignée comme la cause principale de ce phénomène, a en fait joué un rôle relativement mineur dans le déclin de la consommation chinoise. C'est la faiblesse de la croissance des revenus, engendrée par la répression financière, qui a engendré le déclin de la consommation (Aziz et Cui, 2007). Cet article explore plus avant cette hypothèse, mais en présentant une contre-hypothèse : que serait-il arrivé à la consommation chinoise, si la répression financière n'avait pas eu lieu ?

Il s'avère que nous n'avons pas besoin de recourir à une analyse hypothétique pour répondre à cette question. Un fait peu souligné de l'économie chinoise est que le pays a, en réalité, connu un *boom* économique considérable, mais que ce dernier n'a eu lieu que dans les années 1980. Cela est vrai de la consommation générale de la Chine et cela l'est tout particulièrement de la consommation rurale. Ce *boom* de la consommation des années 1980 a aussi coïncidé avec

l'arrivée d'une très large libéralisation financière dans les régions rurales. C'est ainsi qu'une lecture plus nuancée du faible taux actuel de la consommation laisse penser que ce phénomène a été très dynamique et qu'il peut exister une corrélation étroite entre l'évolution de la consommation et celle de la réalité financière. Limité dans ses informations et dans sa longueur, cet article n'explore pas explicitement les mécanismes concrets du lien consommation-finance, mais la première étape dans l'observation de ce lien consiste à reconnaître qu'il peut exister. C'est l'objectif de cet article.

Cet article présente tout d'abord quelques données sur la consommation des ménages ruraux entre 1981 et 2006. Il montre que cette consommation a connu un *boom* considérable dans les années 1980, mais qu'elle a ensuite subi un effondrement notable dans les années 1990. Depuis 2003, le taux de croissance de la consommation a connu une certaine reprise. La deuxième partie de cet article constate qu'un renversement financier a eu lieu dans la Chine rurale dans les années 1990. Dans les années 1980, les flux de crédits se sont étendus jusqu'aux ménages ruraux, avant d'être cependant réduits dans les années 1990. Existe-t-il un lien entre le *boom* et l'effondrement de la consommation et cette évolution financière ? Cet article n'explore pas les liens concrets qui existent entre eux, mais il laisse penser que c'est là une hypothèse raisonnable qui mérite d'être approfondie. La troisième partie vient conclure cet article.

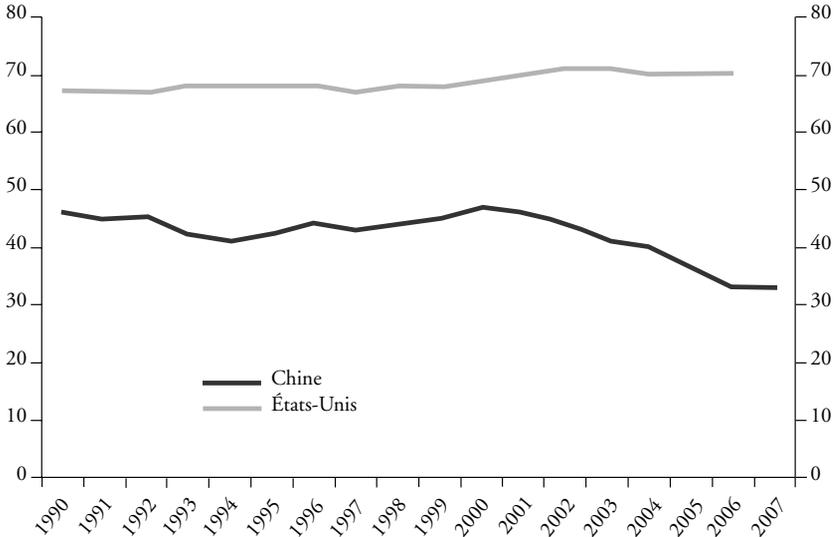
125

LE BOOM ET L'EFFONDREMENT DE LA CONSOMMATION CHINOISE

Le graphique 1 (ci-après) présente des chiffres émanant de la base de données de la Banque mondiale sur les Indicateurs du développement dans le monde (World Development Indicators - WDI), chiffres qui portent sur la consommation des ménages par rapport au PIB, en Chine et aux États-Unis. Il montre la remarquable différence qui existe entre les deux pays, différence qui est au cœur des déséquilibres mondiaux : le ratio de la Chine a fortement baissé, en particulier depuis 2000, pendant que celui des États-Unis augmentait.

L'ampleur du déclin chinois ne saurait être surestimée. En 2000, la consommation des ménages représentait 47 % du PIB ; en 2007, elle était de 33 %. La Chine n'est pas seulement un pays sous-consommateur comparé aux États-Unis, mais elle l'est également - à hauteur de 20 points de pourcentage - par rapport au Japon, à la Corée, à l'Inde, au Brésil et à l'Afrique du Sud. Les données des WDI couvrent tous les ménages chinois. Nous présentons, ci-après, l'évolution de la consommation rurale ainsi que des données portant sur des périodes plus étendues.

Graphique 1
Ratio consommation des ménages/PIB
en Chine et aux États-Unis, 1990-2007
 (en %)



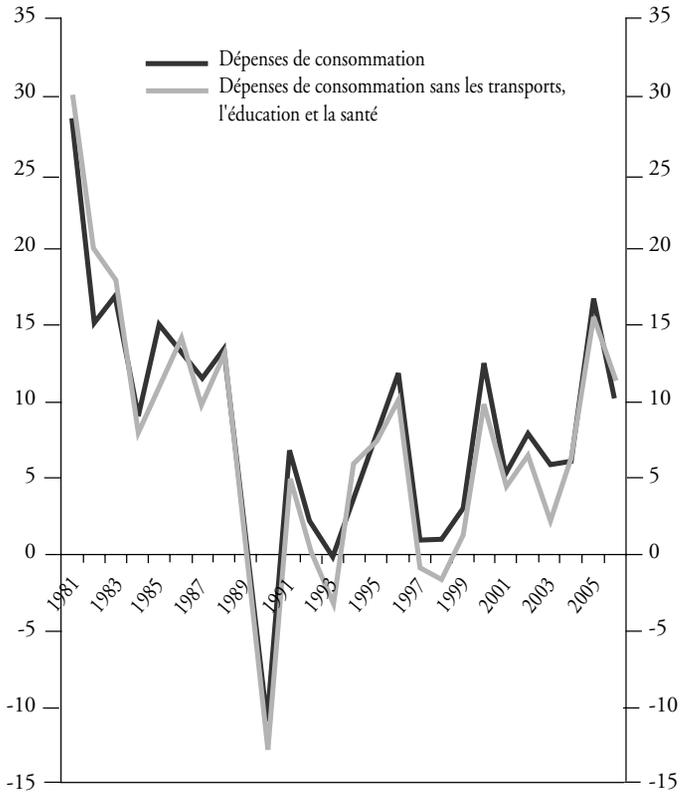
126

Source : d'après les données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale.

Comme chacun sait, la croissance du PIB chinois a été rapide et régulière - de l'ordre de 9 % à 11 % par an au cours des trente dernières années. Par contraste avec cette régularité de la croissance du PIB, la consommation rurale présente une réalité très variée. Le graphique 2 (ci-après) expose les taux de croissance réels de la consommation des ménages ruraux par habitant, entre 1981 et 2002. Les déflateurs utilisés dans ce calcul sont les déflateurs des revenus ruraux avec, comme année de référence, l'année 1978 - en vue de faciliter la comparaison avec les revenus. L'utilisation d'autres déflateurs, comme l'indice des prix au détail ruraux, produit des résultats de même qualité.

Plusieurs tendances intéressantes se manifestent clairement dans le graphique 2 (ci-après).

Graphique 2
Croissance annuelle réelle de la consommation rurale
par habitant, 1981-2002
 (en %)



Source : d'après les données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale.

Premièrement, les données se caractérisent par des variations très contrastées. Au début des années 1980, la consommation des ménages ruraux a augmenté extrêmement vite : de 28 % en 1981, puis de 15 % en 1982 et de 16 % en 1983. Mais il y a également des années où cette consommation rurale s'est réduite en valeur absolue. En 1990, par exemple, son taux de croissance a été de -17,7 % et, en 1993, il a été de -0,28 % (une autre mesure, détaillée plus loin, montrera des chutes encore plus abruptes). Dans un contraste saisissant, le PIB par habitant de la Chine a augmenté de 2,3 % en 1990 et de 12,7 % en 1993. La croissance du PIB chinois n'a jamais été négative. L'écart entre la consommation des ménages ruraux et la croissance du PIB mérite d'être souligné.

Deuxièmement, il existe trois schémas généraux dans ces données : *le boom*, l'effondrement et la reprise. Le *boom* de la consommation, dans la Chine rurale, a eu lieu dans les années 1980. En moyenne, la consommation rurale a été, entre 1981 et 1988, de 15 % par an. Ce *boom* rapide de la consommation a été suivi d'un effondrement qui a été extraordinairement long dans sa durée - treize années entre 1989 et 2002. Pendant cette période, les taux de croissance annuelle s'établissaient, en moyenne, à seulement 3,8 %. Depuis 2002, le taux de croissance s'est ressaisi. La croissance a été, en moyenne, de 9,7 %.

La périodisation ci-dessus n'est pas le fruit du hasard. Ces trois phases successives de la consommation rurale ont coïncidé étroitement avec les cycles politiques de la Chine. Entre 1981 et 1988, la Chine a été dirigée par un groupe d'économistes extrêmement libéraux. Comme je le montrerai en détail dans la suite de cet article, la Chine a connu, durant cette période, une forte libéralisation financière dans ses régions rurales. Dans le même intervalle, les taux de croissance ont été, en moyenne, de 15 % par an. Entre 1989 et 2002, la Chine a été dirigée par un groupe de technocrates urbains qui a détourné les ressources des régions rurales pour les investir massivement dans les infrastructures et dans la région côtière. Je montrerai plus loin que, durant cette période, les ressources financières se sont fortement raréfiées dans la Chine rurale. Entre 1989 et 2002, les taux de consommation rurale par habitant se sont sévèrement contractés jusqu'à 3,9 % par an. À partir de 2002, un nouveau groupe de dirigeants chinois a mis, dans ses politiques, l'accent sur les questions rurales et la consommation rurale a repris à hauteur de 9 % par an. Ces schémas sur les données de la consommation des ménages ruraux reflètent nettement ces évolutions politiques.

Le troisième schéma qui apparaît dans ces données est que l'utilisation de données différentes de la consommation rurale engendre des résultats, eux aussi, légèrement différents. Cet article a recours à deux mesures de consommation. L'une porte sur les dépenses de consommation des biens et des services. C'est la mesure la plus globale en matière de consommation. Le problème posé par cette mesure est qu'elle englobe les dépenses des services qui sont rendus par les monopoles d'État. Les principaux exemples de services sont l'éducation, les soins médicaux et les services de télécommunication. Dans les années 1990, les prix de ces monopoles de services contrôlés par l'État ont considérablement augmenté, forçant les ménages chinois à consacrer une part de plus en plus grande de leurs revenus à ces dépenses. Notre seconde mesure de consommation déduit donc de ses calculs ces monopoles de services. C'est une mesure de consommation plus

étroite et elle figure sur le graphique 2 (plus haut) dans la ligne dont sont déduits les transports, l'éducation et la santé.

Les deux mesures de consommation, la plus large et la plus étroite, se rejoignent à de nombreuses reprises, mais, en général, la mesure de consommation la plus large devance la mesure de consommation la plus étroite. C'est en particulier le cas dans les années 1990. Durant la période de 1981-1988, la mesure de consommation étroite a augmenté à un taux annuel moyen de 15,4 %, de manière quasiment identique à la mesure large (15,3 %). Mais, entre 1989 et 2002, la consommation étroite ne s'est accrue que de 2,4 %, ce qui constitue une forte baisse par rapport au 3,9 % de la mesure de consommation la plus large. Depuis 2002, les deux mesures recommencent à se rejoindre, avec 8,8 % pour la mesure étroite contre 9,7 % pour la mesure large.

LA FINANCE RURALE ET LA CONSOMMATION DANS LES ANNÉES 1980 ET 1990

L'avis qui prévaut parmi les économistes et les décideurs politiques chinois est que le déclin de la consommation chinoise résulte des décisions volontaristes des ménages chinois de renoncer à des dépenses, en vue de lisser leur consommation à venir (Chamon et Eswar, 2008). L'idée que les ménages chinois épargnent une large partie de leurs revenus - par mesure de précaution - a aussi influencé les actions politiques du gouvernement chinois. Une partie des mesures actuelles de stimulation est consacrée à la reconstruction du système de protection sociale chinois. La logique est de réduire l'épargne de précaution et d'accroître la consommation des ménages. Cette action est considérée comme un élément vital de la stratégie visant à éloigner la Chine d'un modèle de développement économique largement dépendant de l'export.

Une conséquence de l'hypothèse de l'épargne de précaution est que la croissance des revenus doit excéder la croissance de la consommation. Or, ce n'est pas ce que nous avons observé dans les données. Une comparaison entre les données des revenus des ménages ruraux et celles de leur consommation montre que, pour la majeure partie de la période entre 1981 et 2005, la croissance de la consommation a, en fait, devancé la croissance des revenus, et non l'inverse. Cela contredit donc directement l'hypothèse de l'épargne de précaution. En utilisant les mêmes périodisations politiques que précédemment, la croissance de la consommation a excédé, dans la période de 1981 à 1988, la croissance des revenus à 5 points de pourcentage et à 3,3 points de pourcentage entre 2003 et 2005. Ce n'est que pendant la période de 1989 à 2002 que la consommation est restée en deçà de la croissance

des revenus et elle ne l'a fait qu'à 1,5 point de pourcentage. L'idée générale selon laquelle les ménages chinois se retiennent d'acheter malgré un montant d'épargne important repose peu sur des faits empiriques, du moins en ce qui concerne la population rurale.

Il existe en revanche une hypothèse radicalement différente pour expliquer la raison pour laquelle les ménages chinois ne consomment pas. C'est une hypothèse qui fait peser le blâme, non pas sur le fort taux d'épargne, mais sur la faible croissance des revenus. Il y a en effet des éléments de preuve descriptifs qui montrent que tel est bien le cas. Durant les années 1980, lorsque la consommation rurale a connu son taux de croissance le plus rapide, les revenus ruraux ont également enregistré leur plus fort taux de croissance. Dans les années 1990, la croissance des revenus des ménages ruraux est restée en deçà de la croissance du PIB, selon une marge de plus de 50 %, et la croissance, pondérée par la population, des revenus des ménages ruraux et urbains est aussi restée en dessous de la croissance du PIB (Huang, 2008).

Aziz et Cui (2007) ont émis l'hypothèse que la faible croissance des revenus des ménages était provoquée par la répression financière. C'est l'un des canaux par lesquels la répression financière peut conduire à une faible croissance de la consommation. L'autre canal est plus direct. Comme souligné précédemment, dans les années 1980, la croissance des revenus ruraux chinois est restée en deçà de la croissance de la consommation. Cela implique une certaine disponibilité de la part des mécanismes financiers des régions rurales, disponibilité qui a soutenu la croissance rapide de la consommation durant cette période. Dans cette partie de l'article, je montrerai que la croissance rapide de la consommation, que la Chine rurale a connue dans les années 1980, a coïncidé étroitement avec les politiques qui ont considérablement accru l'accès au crédit des agriculteurs. Je montrerai également que la lente croissance de la consommation, dans les années 1990, a coïncidé avec ces politiques qui ont fermé l'accès du crédit aux agriculteurs chinois.

Il est bien connu que le système financier chinois alloue mal les crédits. En 1998, Lardy (1998) a affirmé que les réformes chinoises étaient inachevées, parce que la réforme du système financier était, elle-même, inachevée. Certains spécialistes, bien qu'ils reconnaissent les contraintes du crédit en général, croient que ces réformes ont considérablement varié selon les différentes régions de la Chine, quel que soit le secteur financier officiel (Brandt et Li, 2002). Un certain nombre de chercheurs ont remarqué que les réformes financières ne progressaient pas. Par exemple, Park et Shen (2001) observent que les décisions d'accorder de nouveaux crédits ont été fortement centralisées au cours des années 1990 et une étude de la Société financière internationale (SFI), elle-même fondée sur une étude datant

de la fin des années 1990, montre que les entreprises privées nouvellement créées faisaient face à des contraintes financières plus fortes que les entreprises plus anciennes (Gregory, Tenev et Wagle, 2000). D'autres études ont signalé une détérioration de la finance rurale dans les années 1990 (Fonds international de développement agricole, 2002 ; Nyberg et Rozelle, 1999).

Cet article va au-delà de ces affirmations. Il avance que plutôt que de ne pas avoir fait de réformes financières, la Chine a fait volte-face dans ces réformes. L'un des aspects les moins connus du développement économique chinois est que la microfinance a prospéré en Chine bien avant que ce terme ne fasse partie du jargon économique. Des études anciennes de la Banque mondiale signalent de très hauts niveaux de disponibilité pour le crédit au secteur privé dans les années 1980. Lin (1990) fait état d'une enquête menée auprès de 56 entreprises privées à Tianjin, en 1985. Pour ces firmes dont l'investissement total était inférieur à 50 000 yuan, les prêts bancaires représentaient 38,8 % de leurs fonds ; pour celles qui avaient un investissement entre 50 000 yuan et 100 000 yuan, le chiffre équivalent était de 43,6 % et pour celles dont l'investissement dépassait 100 000 yuan, ce chiffre atteignait 69,9 %. L'un des chercheurs de la Banque mondiale, Byrd (1990), fait ainsi observer que « les institutions bancaires considéraient déjà les entreprises privées bien établies comme de solides emprunteurs ». Byrd signale aussi que les banques locales qui prêtaient considérablement aux entreprises du secteur privé avaient des taux de créances douteuses plus faibles.

Des données encore plus méthodiques étayaient les conclusions de la Banque mondiale et révèlent un fait qui est très peu connu : à savoir que, dans les années 1990, il y eut un renversement phénoménal de la finance rurale. Notre examen empirique se fonde sur les « enquêtes auprès des ménages ruraux fixes » (*fixed rural household surveys - FRHS*) conduites par le ministère de l'Agriculture. Les FRHS présentent un immense avantage, puisqu'elles portent sur une longue durée qui remonte jusqu'au milieu des années 1980. Les FRHS constituent, à notre connaissance, l'un des ensembles de données les plus précis sur les ménages ruraux chinois. Grâce à leur longue portée dans le temps, nous pouvons donner des éléments d'information sur les changements de politiques survenus durant les années 1990.

Les FRHS ont été menées en trois vagues. La première vague a eu lieu tous les ans, de 1986 à 1991 ; la deuxième vague, en 1993 ; et la troisième vague s'est déroulée tous les ans, de 1995 à 2002. Pour des raisons inconnues, l'enquête n'a pas eu lieu en 1992 et en 1994. À travers tout le pays, 300 à 400 villages, en moyenne, ont fait l'objet d'une enquête chaque année et ce sont les mêmes villages qui étaient de nouveau

sondés quelques années plus tard. Ces villages étaient classés selon leur niveau de développement socioéconomique et leur situation géographique. Au sein de chaque village, entre 20 ménages et 120 ménages étaient choisis au hasard aux fins des enquêtes. Un effort était fait pour enquêter sur les mêmes ménages au fil des ans, même s'il est difficile de savoir quelles sont les règles qui régissaient les enquêtes. Chaque année, un tiers des ménages environ avait déjà été sondé dans les années précédentes.

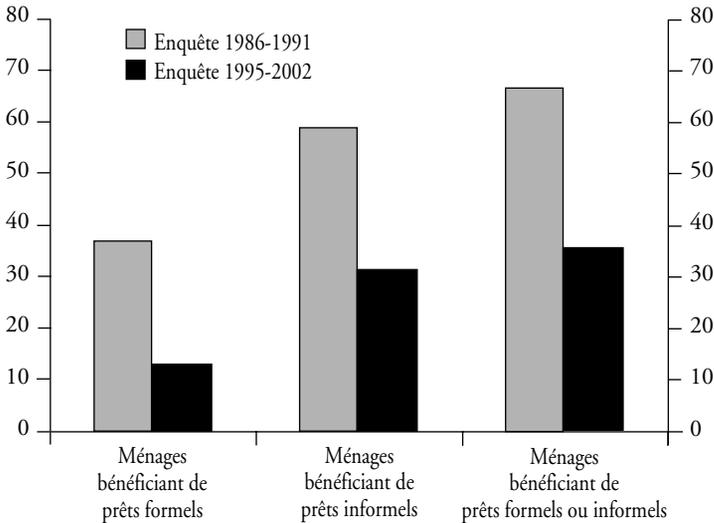
Les questionnaires sont détaillés et ils s'étendent sur plus de 35 pages. Les ménages sondés sont priés de garder une comptabilité détaillée de leurs transactions financières, de leurs revenus et de leurs dépenses. Les FRHS fournissent des informations au niveau des ménages pour de nombreuses variables, notamment les revenus, les dépenses, les biens, les informations sur l'emploi des proches des ménages, l'âge, le sexe... Pour ce qui nous intéresse, l'information la plus importante porte sur l'accès aux prêts bancaires et l'accès aux financements informels.

Dans cet article, nous utilisons un sous-ensemble de FRHS qui couvre six provinces : Liaoning, Shandong, Hubei, Guangdong, Yunnan et Gansu. Pour des raisons qui nous sont inconnues, le gouvernement chinois n'a publié les données sur les FRHS menées au niveau des ménages que pour ces six provinces (l'ensemble des données est disponible auprès de l'University Service Center de l'université chinoise de Hong Kong). La question est donc de savoir si ce sous-ensemble de FRHS est représentatif du pays dans son ensemble. C'est là une préoccupation légitime, mais il n'y a aucune raison *ex ante* d'envisager que les modalités financières rurales aient évolué, dans ces six provinces, de manière systématiquement différente du reste du pays (notre ensemble de données inclut les deux célèbres provinces réformistes de Shandong et de Guangdong) et il n'est pas envisageable, à première vue, d'affirmer que les politiques financières ont reculé dans ces provinces, mais qu'elles se sont libéralisées dans les autres provinces qui ne sont pas couvertes par notre ensemble de données.

Regardons les tendances de l'accès au crédit entre les deux vagues de FRHS. Le graphique 3 (ci-après) montre les pourcentages de la quote-part des ménages ruraux signalant bénéficiaire de prêts formels ou informels dans l'enquête. La colonne grise représente la vague des FRHS de 1986-1991 et la colonne noire, celle de 1995-2002. Le schéma est très clair : le nombre de ménages ruraux signalant bénéficiaire de prêts est bien plus faible lors de la vague de 1995-2002 que lors de la vague de 1986-1991. Par exemple, la part des ménages ruraux signalant bénéficiaire de prêts formels a décliné de 37 % à 13 %. Comme signalé précédemment, la Chine rurale a connu un *boom* de la consommation dans les années 1980 et un effondrement de cette consommation dans

les années 1990. La consommation et les évolutions financières sont en étroite corrélation l'une avec l'autre, au moins de manière descriptive.

Graphique 3
Ménages bénéficiant de prêts formels ou informels
(en %)



Source : d'après les données des Indicateurs du développement dans le monde (WDI) de la Banque mondiale.

Avant de conclure que l'accès financier des ménages ruraux a fait volte-face, il est nécessaire d'étudier également ce qui a eu lieu pour les financements informels. On peut affirmer que les prêts formels et les prêts informels peuvent se substituer les uns aux autres, c'est-à-dire que le déclin des prêts formels, dans les années 1990, a pu être partiellement ou complètement compensé par la montée des prêts informels. Étant donné que les prêts informels sont moins directement contrôlés par l'État, la montée des prêts informels peut être interprétée comme le signe d'une libéralisation financière (Allen, Qian et Qian, 2005). Les éléments de preuve de notre ensemble de données n'étaient pas cette affirmation. Le graphique 3 montre que les prêts formels et informels ne se substituent pas les uns aux autres et qu'ils sont même, en réalité, complémentaires, c'est-à-dire que lorsque l'accès aux prêts formels baisse, l'accès aux prêts informels fait de même. L'accès aux prêts informels a décliné pour passer à près de 60 % des ménages ruraux dans les années 1980 à 30 % d'entre eux dans les années 1990. Le graphique 3 montre aussi que l'accès à l'emprunt - qu'il soit formel ou informel - était important dans les années 1980. Les deux dernières

barres indiquent l'accès aux emprunts formels ou informels. Plus de 67 % des ménages ruraux ont signalé bénéficier de prêts formels ou informels dans les années 1980. Ce chiffre est à comparer avec les 35 % des années 1990. L'étendue du revirement financier est extraordinaire.

Il est à noter que cet article n'a pas élucidé les mécanismes concrets qui relient le revirement financier des années 1990 aux changements du mode de consommation rurale des années 1980 et 1990. Il porte sur des faits et des constatations et il identifie trois faits économiques importants sur la Chine qui ne sont pas suffisamment mis en lumière par les analystes. Le premier fait est que la consommation des ménages ruraux a augmenté en Chine, mais à un taux qui est resté largement en deçà du taux de croissance du PIB. Deuxièmement, il y a eu un *boom* de la consommation en Chine, mais ce fut dans les années 1980, et il fut suivi d'un effondrement de la consommation dans les années 1990. Troisièmement, le revirement financier dans la Chine rurale, au cours des années 1990, a été brutal et une recherche future pourra dévoiler les liens entre cette évolution financière et les modes de consommation rurale.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLEN F., QIAN J. et QIAN M. (2005), « Law, Finance and Economic Growth in China », *Journal of Financial Economics*, vol. 77, n° 1, pp. 57-116.
- AZIZ J. et CUI L. (2007), « Explaining China's Low Consumption : the Neglected Role of Household Income », FMI, *Working Paper*, n° 07/181.
- BRANDT L. et LI H. (2002), « Bank Discrimination in Transition Economies : Ideology, Information or Incentives ? », William Davidson Institute, *Working Paper*, n° 517, 21 mai.
- BYRD W. A. (1990), « Entrepreneurship, Capital and Ownership », in Byrd W. A. et Lin Q. (éd.), *China's Rural Industry*, New York : Oxford University Press.
- CHAMON M. et ESWAR P. (2008), « Why Are Savings Rates of Urban Households in China Rising ? », FMI, *Working Paper*, n° 08/145.
- FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (2002), *Rural Financial Services in China*.
- GREGORY N. F., TENEV S. et WAGLE D. (2000), *China's Emerging Private Enterprises : Prospects for the New Century*, World Bank Publications.
- HUANG Y. (2008), *Capitalism with Chinese Characteristics : Entrepreneurship and State during the Reform Era*, New York : Cambridge University Press.
- LARDY N. R. (1998), *China's Unfinished Economic Revolution*, Washington DC : Brookings Institution Press.
- LIN Q. (1990), *Private Enterprises : their Emergence, Rapid Growth and Problems in China's Rural Industry*, Byrd W. A. et Lin Q. (éd.), New York : Oxford University Press.
- NYBERG A. et ROZELLE S. (1999), *Accelerating China's Rural Transformation*, Banque mondiale.
- PARK A. et SHEN M. (2001), « Decentralization in Financial Institutions : Theory and Evidence from China », Département d'économie, université du Michigan, mars.